

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal des Palestiniens

N° 163 09-02 au 15-02

Par M.Lemaire

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne : Afp- ats - Ap - Reuters- XINHUANET, ainsi que les sources d'informations de la résistance & IPC
Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site <http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à mes yeux) :

Editorial

Bonjours,

Les méchants loups (Israël, les Usa, L'union Européenne, l'ONU, l'UE) sont prêts à dévorer le chaperon rouge (la Palestine), ceci n'est plus un conte mais devient le souhait le plus cher de ceux-ci... (ndlr : rassurez-vous et rappelez-vous la fin du conte)

Cette semaine seulement les 2 premiers nommés sont montés au créneau.

Nous commençons par le chaperon rouge (le peuple palestinien ayant demandé au Hamas de se dégager la situation inextricable dans laquelle le Fatah s'était enlisé) et notons leurs réactions, actions, positions de la semaine :

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal affirmait en début de semaine : "Nous disons maintenant que si Israël se retire derrière les frontières de 1967, il pourrait y avoir la paix et la sécurité dans la région et des accords entre les parties.

Israël, doit aussi "reconnaître les droits des Palestiniens, avec le droit au retour de la diaspora sur sa terre et à Jérusalem-Est", ainsi que "démanteler les colonies".

Si Israël reconnaît nos droits et s'engage à se retirer de tous les territoires occupés, le Hamas, et avec lui l'ensemble du peuple palestinien, nous déciderons de mettre un terme à la résistance armée".

Mais malheureusement pour le peuple palestinien, Khaled Mechaal doit, une semaine plus tard, conclure : " L'état hébreu provoque le Hamas par une escalade de la terreur, Israël faisant comme si le Hamas avait abandonné la résistance pour la politique". "Cette politique de liquidation est un message au monde qui a immédiatement réagi et demandé au Hamas d'abandonner ce qu'il appelle la

violence et de reconnaître Israël, alors qu'il faut demander à Israël d'abandonner la violence et de reconnaître notre peuple et ses droits",

"Le Hamas ne reconnaît pas Israël et nous refusons d'être acculés sur cette question", a-t-il martelé. Ensuite Khaled Michael, appelle l'occident à arrêter ses tentatives « misérables » d'effrayer le monde vis-à-vis du Hamas, indiquant le soutien illimité dont jouit son mouvement dans la Ummah arabe et musulmane, et Michael, accuse l'occident de retourner contre lui-même ses propres slogans de démocratie.

Ajoutant « Notre peuple palestinien ne vous permettra pas de le tromper une fois de plus.

Arrêtez les agressions israéliennes contre notre peuple et aidez notre peuple à retrouver ses droits légaux usurpés pour raccourcir le chemin vers la paix».

Voilà la position du chaperon rouge.

Et maintenant les loups :

Le quotidien israélien de Ma'arif révèle que le gouvernement israélien est en contact avec plusieurs pays (occidentaux) afin d'annuler les résultats des élections législatives palestiniennes et d'interdire au Hamas de former le prochain gouvernement.

D'autres sources israéliennes précisent que l'armée israélienne a préparé un plan intitulé "plan ferreux" pour assiéger l'Autorité palestinienne.

(Olmert y a désigné une équipe présidée par son consultant, Dove Visglass, et par les grands responsables sécuritaires israéliens...).

Tandis que le ministre de la Défense, Mofaz et le chef de l'Etat proposent : d'arrêter toutes communications avec le président Abou Mazen, d'arrêter toutes les aides au peuple palestinien, de fermer les passages et d'abolir l'accord du passage entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, ainsi que geler des relations commerciales entre les deux parties.

Et le ministre pour les Affaires étrangères Levin exhorte le monde entier à couper tout contact avec un gouvernement palestinien présidé par le Hamas.

Le Premier par intérim, Olmert conclut : le choix est dans les mains des palestiniens, ou ils font partie d'une organisation terroriste ou bien ils doivent prendre des mesures tangibles contre le terrorisme, et donc reconnaître l'Etat d'Israël.

Le 15-02 le New York Times signale que les Etats-Unis et Israël discutent des moyens de provoquer l'échec d'un gouvernement Hamas et le mécontentement de la population, de sorte que M. Abbas, serait contraint de convoquer de nouvelles législatives...

Il s'agit, écrit le journal, de placer le Hamas devant l'alternative suivante : soit reconnaître le droit à l'existence d'Israël, déposer les armes et accepter les accords passés entre Palestiniens et Israéliens, soit voir l'Autorité palestinienne privée de contacts et d'aides internationales.

Ne pensez pas que les loups ne font que philosopher...

Bien sûr, sur le terrain l'armée reprend son souffle après avoir tués 20 palestiniens en 6 jours.

Mais le gouvernement, lui, n'est pas à bout de souffle...

Le 13-02, Israël a coupé la vallée du Jourdain du reste de la Cisjordanie occupée.

Depuis mars 2005, Israël empêche quasiment les Palestiniens d'accéder à la vallée du Jourdain grâce à une série de "mesures de sécurité".

A ce jour, quatre barrages militaires permanents ont été installés et seuls les Palestiniens habitant le secteur et les quelques milliers travaillant dans les colonies juives sont autorisés à les franchir.

Rappel : La vallée du Jourdain, s'étend sur 70 Kms le long de la frontière avec la Jordanie, ce qui représente un tiers de la superficie de la Cisjordanie, occupée en Israël en 1967.

Bonne lecture.

Cathy & Marc

05-02 au 10-02 : Peuple Palestinien : 3 tués - 25 blessés

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne
3 Politique internationale des territoires occupés
4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 médias

5-1 Les Oscars et le film "Paradise Now"

6 Les brèves

6-1 La guerre psychologique israélienne contre les Arabes

6-2 Le Parlement palestinien sortant vote des mesures rejetées par le Hamas

7 Dossier

7-1 Point de vue de Edward C. Corrigan : La déformation sioniste de l'histoire

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Adriana Evangelizt : Kofi Annan très préoccupé par l'escalade...

9 Annexe

9-1 9300 prisonniers palestiniens et arabes dans les prisons israéliennes

1 Politique Palestinienne

Résistance

1-1 Processus de paix

08-02

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal affirme : "Nous disons maintenant que si Israël se retire derrière les frontières de 1967 (date de la guerre des Six Jours, ndlr), il pourrait y avoir la paix et la sécurité dans la région et des accords entre les parties jusqu'à ce que la communauté internationale trouve un moyen de résoudre les problèmes de tous alors "La trêve serait de longue durée" a-t-il déclaré, ajoutant toutefois qu'elle serait limitée dans le temps, "parce qu'il y a une réalité palestinienne que doit traiter la communauté internationale". Israël, a expliqué M. Mechaal, doit aussi "reconnaître les droits des Palestiniens, avec le droit au retour de la diaspora sur sa terre et à Jerusalem-Est", ainsi que "démanteler les colonies". Le moratoire est "une position que le Hamas pourrait prendre, mais pas maintenant, seulement après qu'Israël aurait reconnu les droits des Palestiniens (et) montré et confirmé sa volonté de se retirer derrière la frontière de 1967", a encore expliqué le responsable.

(AFP) –

13-02

Khaled Mechta: "Si Israël reconnaît nos droits et s'engage à se retirer de tous les territoires occupés, le Hamas, et avec lui l'ensemble du peuple palestinien, décideront de mettre un terme à la résistance armée",

qui s'est également prononcé sur la "feuille de route" : "Puisque personne, ne respecte les dispositions de la feuille de route, les Palestiniens pensent également qu'il n'est pas opportun d'y adhérer".

Analyse

15-02

Le négociateur en chef, Saeb Erekat a signalé : " Les plans pour annexer la Vallée de la Jordanie, la région de la Mer Morte, les pentes orientales des montagnes cisjordaniennes et Jérusalem-Est, signifie : mettre un terme au processus de paix." " Nous condamnons vivement la décision israélienne qui considère ceci comme une préparation au plan israélien visant à marquer les frontières provisoires de l'Etat palestinien

ISaeb Erekat a rappelé qu'Israël cherchait à découper la Cisjordanie en trois régions principales, assiégées par des barrières, des points de contrôle et des clôtures, ce qui éliminera toute possibilité de cohérence géographique entre les parties du futur Etat palestinien.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13686

15-02

Le député du Comité exécutif de l'OLP, Taïssir Khaled a affirmé que ces plans remplaçaient la construction du mur de séparation dont la construction avait été reportée, et annexait plus de la moitié de la superficie de la région occidentale.

Khaled a expliqué que ce plan était un sujet discuté avec l'administration américaine avant la Feuille de route qui donnait à Israël le droit de faire une Feuille de route qui agrandit de plus en plus Israël à travers le mur de séparation et l'isolement de la Vallée de la Jordanie.

Il a fait état aussi du discours qu'avait prononcé Ehud Olmert et qui montrait l'intention israélienne d'imposer une solution unilatérale sous prétexte qu'il n'y a pas de partenaire de paix.

SOURCE : IPC http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13686

1-2 Les grandes manoeuvres

08-02

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a affirmé "Le Hamas exercera le pouvoir et poursuivra la résistance, et les gens verront comment nous pouvons concilier la résistance et le pouvoir" "Le pouvoir n'est pas un but en soi pour le Hamas et il n'y aura pas un seul instant où le Hamas arrêtera la résistance", a-t-il conclu.

(afp- 15h44)

08-02

Khaled Mechaal " l'Etat hébreu provoque le Hamas par cette escalade de la terreur, Israël faisant comme si le Hamas avait abandonné la résistance pour la politique".

" Cette politique de liquidation est un message "au monde qui a immédiatement demandé au Hamas d'abandonner ce qu'il appelle la violence et de reconnaître Israël" alors qu' "Il faut demander à Israël d'abandonner la violence et de reconnaître notre peuple et ses droits",

"Le Hamas ne reconnaît pas Israël et nous refusons d'être acculés" sur cette question, a martelé M. Mechaal.

(afp- 15h44)

1-3 Sur le terrain

11-02

"Nous nous attendons à ce que le Hamas contrôle les services de sécurité qui, selon la loi, sont sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur", a déclaré Mouchir al Masri, porte-parole du Hamas. Selon un autre responsable, les services en question seraient la police civile, le service d'urgence civile et l'agence de sécurité préventive. Ces trois services comptent 20.000 hommes au total.

(Reuters)

1-4 Gouvernement cherche coalition désespérément

11-02

Mahmoud Al-Romhi, membre du Conseil législatif palestinien représentant la liste du "changement et de la réforme", a affirmé que le Hamas insiste sur le principe du partenariat, non par force ou par faiblesse, mais tout simplement car cela est à l'intérêt suprême du peuple palestinien.

Le peuple palestinien, le Hamas et toutes les forces palestiniennes possèdent des principes communs.

Tout le monde pourra donc participer à la constitution d'un programme commun et un gouvernement national.

La première priorité du Hamas reste la constitution d'un gouvernement d'unité nationale dans lequel toutes les tendances se rencontrent

palestine-info.cc

http://www.palestine-info.cc/french/article_7421.shtml

13-02

Mouchir al Masri. : "Le Premier ministre sera un dirigeant du Hamas"

Selon plusieurs sources, Ismaïl Haniyeh, qui a été tête de liste aux législatives, est l'un des candidats favoris pour le poste de Premier ministre.

(Reuters)

13-02

Le Hamas entame des négociations sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

(Reuters)

12-02

Le dirigeant élu dans les Conseil Législatif palestinien, Azzam Al Ahmad est le nouveau Président du block de Fatah .

Durant une interview exclusive avec l'agence de Maan, le président du block de Fatah a décrit la position du parti : " C'est une expérience nouvelle pour le mouvement du Fatah. Pour la première fois dans l'histoire, le Fatah est le parti d'opposition " .

Al Ahmad a exprimé sa certitude avec l'habileté du parti de jouer un rôle constructive et important dans le Conseil, avec l'habileté de surveiller à travers l'expérience.

Il a promis qu'ils travailleraient afin d'exécuter le programme du Fatah dans le conseil, en affirmant que pour être une opposition constructive on devrait travailler afin de maintenir le programme national

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13580 .

13-02

Le député et chef du Hamas, Ismaïl Hania a dit que la politique, l'Economie, la sécurité nationale et la réforme nationale seraient les sujets de l'agenda du nouveau gouvernement

Sur le dossier économique, Hania a souligné que la corruption devrait être déracinée et que le budget de l'Autorité palestinienne devrait être en équilibre

Il a signalé que le dossier de la sécurité nationale était un des dossiers importants, pour cela le Hamas essaierait de traiter les affaires internes et garder les armes de la résistance dans le but de créer une institution palestinienne fondée sur l'application de la loi.

Il a met en évidence également que le dossier de la réforme nationale se fonderait sur une vision globale incluant des experts capables à réaliser la réforme

14-02

Ismaïl Haniya, le député du Conseil législatif palestinien et président de la liste du "changement et de la réforme", présentée par le Hamas, a annoncé que le Hamas aura fini la constitution du nouveau gouvernement dans deux semaines.

Il a saisi l'occasion pour saluer le Président Mahmoud Abbas pour son souci d'effectuer les élections législatives palestiniennes de façon démocratique et transparence.

palestine-info.cc

http://www.palestine-info.cc/french/article_7454.shtml

15-02

Hamas : Mise en place du gouvernement

La session d'ouverture de la nouvelle législature est prévue samedi simultanément à Ramallah et Gaza, les élus du Hamas s'étant vu interdire le libre passage entre les deux villes.

Mahmoud Zahar, a été désigné chef du groupe parlementaire du Hamas au Conseil législatif.

Abdelazi Doueik, a été choisi comme candidat à la présidence du parlement palestinien.

A ce poste-clé, Doueïk pourrait être amené à assumer la présidence par intérim de l'Autorité palestinienne si Mahmoud Abbas, son titulaire actuel, décédait, démissionnait ou se trouvait dans l'incapacité d'exercer ses fonctions.

15-02

M. Bardawil a par ailleurs affirmé que Mahmoud Al-Zahar, avait été choisi par la direction du mouvement comme chef de son groupe parlementaire. .

1-12 Diplomatie

Khaled Micha'al, le chef du bureau politique du mouvement de la résistance Hamas, a signalé que le renforcement des bonnes relations avec le gouvernement russe aiderait le Hamas à continuer le processus de paix.

Il a ajouté que le Hamas était prêt à négocier avec tous les pays dont les Etats-Unis, Mais en voyant que personne ne respectait la Feuille de route il signale que les Palestiniens non plus ne sont obligés à s'y engager.

Micha'al a dit : "si Israël accepte de se retirer aux frontières de 1967 et reconnaît les droits palestiniens, le Hamas accepterait une trêve de longue durée" avec lui en précisant que si Israël reconnaît les droits du peuple palestinien et se retire des territoires occupés, le Hamas avec l'aide du peuple palestinien mettraient un terme à la lutte armée"..

SOURCE : IPC+agences

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13643

15-02

Michaal à l'occident : Rendez-nous nos droits pour raccourcir le chemin vers la paix

Le leader politique du Hamas, Khaled Michael, a appelé l'occident à arrêter leurs tentatives « misérables » d'effrayer le monde vis-à-vis du Hamas, indiquant le soutien illimité dont jouit son mouvement dans la Ummah arabe et musulmane, et a accusé l'occident de se retourner contre ses slogans de démocratie.

ajoutant « Notre peuple palestinien ne vous permettra pas de les tromper une fois de plus. Arrêtez les agressions israéliennes contre notre peuple et aidez notre peuple à retrouver leurs droits légaux usurpés pour raccourcir le chemin vers la paix ».

palestine-info.cc

2 Politique Israélienne

2-1 Processus de paix

14-02

(AFP

Le ministre de la Défense Mofaz a conditionné tout dialogue avec le Hamas, aux conditions suivante :

"Ils doivent reconnaître l'Etat d'Israël. Ils doivent accepter tous les accords signés avec l'Autorité palestinienne. Ils doivent arrêter d'appeler à la destruction d'Israël. Ils doivent démanteler le Hamas(...)

"C'est la politique d'Israël pour avoir un dialogue avec le Hamas", a-t-il conclu.

2-2 Des Canons ... pas du beurre

09-02

Le commandement militaire israélien a annoncé : "Nous avons achevé l'opération +coup de tonnerre+ mais il s'agit d'une lutte prolongée et nous sommes prêts à frapper plus fort",.

"Nous avons pris l'initiative et comptons bien la garder, sans nous laisser entraîner dans une espèce de jeu de ping pong avec les terroristes consistant à réagir coup par coup à leurs actions", a ajouté le général.

Le général s'est moqué de l'effet des tirs de roquettes sur Israël, soulignant que depuis le retrait de la bande de Gaza en septembre, "52 Palestiniens" membres de groupes avaient été tués par l'armée israélienne, "alors qu'aucun Israélien n'a été tué ou sérieusement blessé par des tirs" de Gaza.

(voir mon chiffre)

(avec Afp- 17h43)

2-3 Sur le terrain

14-02

Le Premier intérim, Olmert, a déclaré qu'Israël pourrait effectuer un retrait unilatéral de certaines parties de la Cisjordanie, où vit la plupart des Palestiniens, tout en maintenant le contrôle sur les plus grandes colonies juives.

palestine-info.cc

15-02

Mofaz : "Le président du Parlement a les fonctions de chef de l'Autorité par intérim et de numéro deux dans la hiérarchie après Mahmoud Abbas. Si un homme du Hamas occupe cette position nous couperons les ponts" avec l'Autorité, "Là dessus il n'y aura pas le moindre compromis

15-02

"Nous nous refuserons à entrer en contact avec toute instance qui serait sous la coupe du Hamas", a déclaré un haut responsable de la présidence du Conseil.

"Cela signifie qu'il n'y aura pas de transfert d'argent et pas de permis de circuler pour des responsables" de ces instances, a ajouté ce responsable qui a requis l'anonymat.

Il a souligné que le gouvernement avait fait sienne la position du juge de la Cour suprême, Michael Heshin, selon lequel l'Autorité palestinienne doit être considérée comme une "entité ennemie"

Il a de plus affirmé qu'Israël maintiendrait ses contacts avec les instances relevant exclusivement du président de l'Autorité palestinienne, (en allusion aux services de sécurité)

2-4 Les grandes manœuvres...

11-02

Les sources sécuritaires israéliennes ont prévenu que le gouvernement israélien ratifierait une décision d'augmenter son agression contre les Palestiniens, surtout dans la bande de Gaza, à l'ombre des roquettes lancés contre les colonies israéliennes par la résistance palestinienne..

Dans le même contexte, le ministre israélien de la Défense, Shaoul Mofaz a déclaré: " Tant que les roquettes Qassam seront lancés l'armée israélienne poursuivra sa politique des éliminations ciblées".

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13551

12-02

Le Premier par intérim Olmert a affirmé : "Le premier objectif de la prochaine Knesset (parlement) sera de fixer les frontières d'Israël" (offrant ainsi une marge de quatre ans pour trouver une ligne de séparation entre Israël et la Cisjordanie)

Selon lui, la deuxième mission de la Knesset, après les élections législatives du 28 mars, sera d'établir une constitution comme l'avait déjà préconisé la première Knesset en 1948.

(afp- AP-15h56)

12-02

Des sources israéliennes ont révélé que le gouvernement israélien est en contact avec plusieurs pays afin d'annuler les résultats des élections législatives palestiniennes et interdire au Hamas de former le prochain gouvernement..

"Le président palestinien, Abou Mazen peut annuler les résultats des élections législatives palestiniennes et déclarer de nouvelles élections la mi-année 2006 ", selon le quotidien israélien de Ma'arif.

Le quotidien a dit aussi : "Dès le Hamas formera un nouveau gouvernement, que Israël déploiera

tous ses efforts pour annuler les résultats des élections législatives palestiniennes". Des sources israéliennes ont dit que l'armée de la Défense israélienne avait préparé un plan intitulé "plan ferreux" pour assiéger la prochaine Autorité palestinienne formée par le Hamas.

Selon des sources israéliennes, le ministre israélien de la Défense, Shaul Mofaz et le chef de l'Etat, Dans Halots ont proposé d'arrêter toutes communications avec le président, Abou Mazen, arrêter toutes les aides présentées au peuple palestinien, de fermer les passages et d'abolir l'accord du passage sûr entre la bande de Gaza et la Cisjordanie y compris le gel des relations commerciales entre les deux parties.

Dans sa campagne contre l'Autorité palestinienne, le ministre israélien pour les Affaires étrangères, Tsibi Levin a exhorté le monde entier à couper tout contact avec un gouvernement palestinien présidé par une organisation terroriste comme le Hamas comme il dit.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13594

SOURCE : IPC+agences

15-02

Israël cherche à persuader les pays donateurs d'arrêter leurs aides financières à l'Autorité Nationale palestinienne à partir de la première session du nouveau Conseil Législatif

Le porte-parole du ministre des Affaires étrangères israélien, Marc Rigif a dit que le conseil de la sécurité (n:1373) demandaient à ces membres d'arrêter leurs aides présentées à toutes les directions impliquées dans les opérations terroristes.

15-02

Olmert a désigné une équipe présidée par son consultant, Dove Visglass, et par les grands responsables sécuritaires israéliens pour préparer un plan contre l'Autorité palestinienne.

Les mesures qu'Israël peut prendre contre l'Autorité palestinienne sont :

- 1- fermer tous les passages entre Gaza et Israël.
- 2- Imposer une assiége économique sévère à la bande de Gaza.
- 3- arrêter toutes les relations commerciales entre la Bande Gaza et la Cisjordanie.
- 4- refuser les dizaines projets croissants en Cisjordanie.
- 5- arrêter toutes les négociations sur le passage des camions palestiniens de la bande de Gaza à la Cisjordanie et sur l'ouverture du port et de l'aéroport à Gaza.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13682

15-02

Le Premier par intérim, Olmert a dévoilé que ce plan cherchant à isoler l'Autorité palestinienne afin de la pousser à accepter les conditions israéliennes.

Il a ajouté que le choix était dans les mains des palestiniens, ou ils vont partie d'une organisation terroriste ou bien ils doivent prendre des mesures tangibles contre le terrorisme, reconnaître l'Etat d'Israël et obliger aux accords conclus entre les palestiniens et les israéliens.

Olmert a conclu qu'Israël ne négocierait jamais avec un gouvernement palestinien formé par le Hamas.

15-02

Olmert : nous sommes fiers de la position positive des leaders des pays arabes comme Hosni Moubarak et le roi de Jordanie Abdullah II qui acceptent les conditions israéliennes.

15-02

Le New York Times, signale que les Etats-Unis et Israël discutent des moyens de provoquer l'échec d'un gouvernement Hamas et le mécontentement de la population, de sorte que M. Abbas, serait contraint de convoquer de nouvelles législatives

Il s'agit, écrit le journal, de placer le Hamas devant l'alternative suivante: soit reconnaître le droit à l'existence d'Israël, déposer les armes et accepter les accords passés entre Palestiniens et Israéliens, soit voir l'Autorité palestinienne privée de contacts et d'aides internationaux.

(afp)

2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

07-02

Le Premier Olmert, a affirmé : "Maaléi Adoumim et le Goush Etzion feront de toute façon partie intégrante de l'Etat d'Israël, quels que soient les développements futurs",
"Nous ferons tout notre possible pour que les travaux d'édification de la barrière (lire muraille) soient accélérés cette année, en particulier dans le secteur de Jérusalem, où il seront menés en toute priorité
Selon la télévision, la muraille définitive et la clôture "provisoire" autour de Jérusalem devraient être achevées en mars.

ndlr :Maaléi Adoumim (28.000 habitants) et le bloc de colonies du Goush Etzion (15.000 habitants) se trouvent respectivement au nord et au sud de Jérusalem

rappel : Dans un avis rendu le 9 juillet 2004, la Cour internationale de Justice (CIJ) a jugé illégale la construction de cette barrière et exigé son démantèlement, tout comme l'a fait ensuite l'Assemblée générale de l'Onu.

Israël n'a pas tenu compte de ces demandes **non contraignantes**.

(afp- 15h54)

13-02

Israël a coupé la vallée du Jourdain du reste de la Cisjordanie occupée grâce à une série de mesures militaires mises en place l'année dernière, rapporte le quotidien Haaretz citant des sources militaires
Depuis mars 2005, Israël empêche quasiment les Palestiniens d'accéder à la vallée du Jourdain grâce à une série de "mesures de sécurité", affirme le quotidien

Les mesures :

Depuis le début de l'Intifada en septembre 2000, Israël a limité les mouvements des Palestiniens dans ce secteur, leur interdisant d'utiliser le principal axe routier nord-sud traversant la Cisjordanie.

Ces restrictions ont été renforcées depuis le transfert de la région de Jéricho au contrôle sécuritaire de l'Autorité palestinienne en mars 2004,

Ainsi, quatre barrages militaires permanents ont été installés et seuls les Palestiniens habitant le secteur et les quelques milliers travaillant dans les colonies juives sont autorisés à les franchir. Ceux à qui appartiennent la terre ne peuvent plus passer.

Rappel : La vallée du Jourdain, qui s'étend sur 70 kms le long de la frontière avec la Jordanie, représente un tiers de la superficie de la Cisjordanie, occupée en Israël en 1967.

(afp - 15h00)

2-13 Prisons & tortures

12-02

La prison de Majedo : une copie des prisons médiévales ?

Les conditions de vie des détenus s'y aggravent de plus en plus

L'avocate du centre Ressalet AlHoqoq, Hanan Al-Khatib a dit lors d'une visite à la prison israélienne de Majedo que les détenus dans la section N° 5 souffraient des conditions de vie les plus pires depuis leur détention

les cellules sont trop petites et pas assez nombreuses pour tous les détenus ..

et qu'il y avait une hausse d'humidité et baisse de température dans ces cellules

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13591

3 Politique internationale des territoires occupés

3-0 Usa (le parrain)

Le journal « New York Times » a dévoilé qu'Israël et les Etats-Unis complotent pour provoquer une réaction qui poussera le peuple Palestinien à renverser le pouvoir du mouvement de la résistance Hamas et demander le retour du mouvement Fatah au pouvoir ..

Selon le journal des sources israéliennes et américaines, ils tentent de renverser le mouvement de la résistance Hamas en faveur du mouvement Fatah, au cas où le Hamas refuse les demandes israéliennes et américaines, dont le renoncement à la violence (la résistance armée), la reconnaissance d'"Israël", et le respect des accords israélo-palestiniens précédents.

Le journal a ajouté que parmi les moyens de pression se trouvent le non versement des taxes et les droits de douanes que les palestiniens perçoivent au nom de l'Autorité palestinienne .

palestine-info.cc

http://www.palestine-info.cc/french/article_7456.shtml

10-02

"Nous avons demandé des éclaircissements aux Russes sur leurs intentions exactes, sur leurs projets", a indiqué le porte-parole du département d'Etat, McCormack, rappelant : "En tant que membre du Quartette nous attendons que la Russie délivre ce même message", (ndlr : appelé le Hamas à reconnaître le droit à l'existence d'Israël....)

"En tant que membre du Quartette nous attendons que la Russie délivre ce même message", a-t-il ajouté

nb : Le communiqué du Quartette fixe des conditions pour poursuivre l'aide financière à l'Autorité palestinienne en cas de gouvernement formé par le Hamas, mais n'évoque pas les relations de chaque Etat membre avec le Hamas.

(AFP).

15-02

L'administration procède actuellement à un réexamen de son aide.

les Etats-Unis attendent de "voir quel gouvernement va émerger (...) et quel programme il va mettre en oeuvre" avant de décider de leur réponse, a dit le porte-parole américain.

"Il devrait s'achever dans une semaine ou deux", a dit le porte-parole du département d'Etat.

Rappel : L'administration Us s'est engagée à tenir compte des "besoins humanitaires" des Palestiniens.

Mais le 16-02

Chambre des représentants :

Une résolution, adoptée par 418 voix contre une, fait valoir que "aucune aide américaine ne doit être accordée directement à l'Autorité palestinienne si un parti politique représentatif détenant la majorité des sièges parlementaires au sein de l'Autorité palestinienne maintient une position appelant à la destruction d'Israël".

John Boehner a cru bon de clarifier "tant que le Hamas ne changera pas d'attitude, ne démantèlera pas son organisation et n'acceptera pas de travailler à un règlement pacifique avec Israël, aucun argent des contribuables ne doit être apporté pour soutenir le gouvernement palestinien".

(afp- 00h20

3-2 Otan

10-02

Les ministres de la Défense de l'Otan se sont entretenus avec leurs homologues de plusieurs pays nord-africains ou arabes, ainsi qu'Israël, dans le cadre du "Dialogue méditerranéen" de l'Otan, un programme de coopération

Sept pays y participent : Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Mauritanie, Jordanie et Israël.

Jaap de Hoop Scheffer : "Nous devons travailler à améliorer la perception de l'Otan dans la région, a fait valoir le secrétaire général.

(AFP)

3-3 Pays Arabes & voisins

Afghanistan

06-02

Selon *Maariv*, deux proches collaborateurs de la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, le directeur général des Affaires étrangères, Ron Prossor, et Yaki Dayan, directeur de cabinet

de Mme Livni, se sont rendus à Londres pour des entretiens secrets avec leurs homologues afghans.
07-02

Les autorités afghanes ont démenti les informations sur des contacts diplomatiques avec Israël publiées par un quotidien israélien et réaffirmé que de tels contacts ne seraient entrepris qu'après la création d'un État palestinien.

le porte-parole de la présidence afghane Abdul Karim Rahimi, a réaffirmé la position de l'Afghanistan dont les autorités ont par le passé affirmé qu'elles n'envisageraient des relations avec Israël qu'après «un règlement totalement pacifique du conflit au Moyen-Orient» et qu'après que «les Palestiniens obtiennent tous leurs droits et la création d'un États palestinien».

Afp

3-7 Ue

15-02

Le Haut représentant de la Politique Étrangère de l'Union Européenne, Javier Solana a affirmé que l'Union européenne était avec le peuple palestinien et accordait trois mois de délai au Hamas pour poser les armes et renoncer la violence.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13680

3-7 Russie

09-02

Poutine a annoncé qu'il allait "inviter prochainement les dirigeants du Hamas à Moscou" pour rechercher une issue au [conflit israélo-palestinien](#)

M. Poutine avait rappelé que la Russie n'avait "jamais considéré le Hamas comme une organisation terroriste". Il avait toutefois appelé le mouvement palestinien à "renoncer aux déclarations radicales, à reconnaître le droit d'Israël à exister et à améliorer ses relations avec la communauté internationale".

3-8 Suisse

12-02

Fritz Frohliche, président adjoint du bureau suisse de la coopération et du développement dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, a affirmé que le soutien de la Suisse n'aura aucun changement après la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes ...

Le budget consacré par ce bureau pour la bande de Gaza et la Cisjordanie est de 25 millions de francs suisses. La moitié de ce budget va à certaines organisations internationales telles que l'UNRWA, la Croix Rouge et l'organisation internationale d'alimentation.

Il travaille en coopération avec certaines entreprises et organisations non gouvernementales palestiniennes. [palestine-info.cc](http://www.palestine-info.cc)

http://www.palestine-info.cc/french/article_7419.shtml

3-9 Vénézuéla

13-02

Le président vénézuélien, Hugo Chavez va reconnaître officiellement la légitimité du Hamas.

SOURCE : IPC+agences

4 Territoire palestinien occupé :

-

Palestine

5 juin 1967

en rose les territoires occupés il y a 38 ans

source: <http://www.arabs48.com/display.x?cid=6&sid=7&id=28587>

Détails de la lutte pour la libération du territoire

Pertes Ville non précisée

4-1 Détails par région

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

Jérusalem.

Hébron (sud de la Cisjordanie)

14-02

Selon des témoins, les forces israéliennes stationnées au check point de l'entrée du camp ont arrêté le bus et oblige les élèves de sortir.

Des témoins ont ajouté qu'après une courte perquisition du véhicule, les soldats ont permis aux élèves de remonter dans le bus et ont donné l'ordre de fermer les fenêtres du véhicule. Lorsque les élèves s'exécutaient, un soldat a ouvert le feu et tiré sur Alaa Muhammad Al Jabary et l'a tué .

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13645

Jénine

camp de Jénine.

11-02

Amine Abou Syria a été blessé par les forces d'occupation qui avaient envahi le camp.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13558

Hébron.

13-02

Les colons extrémistes juifs ont torturé un enfant.

Ahmed al-Haddad, un enfant de dix ans a été attaqué par huit colons

Les colons l'ont chassé et l'ont frappé avec des pierres,

Sa mère a déclaré à l'agence de Wafa que son fils souffrait des et que sa fille de 16 ans, avait été le sujet de tracasseries.

Bani Naeem

11-02

Les Forces d'Occupations Israéliennes (FOI) ont enlevé un nourrisson

Des témoins ont ajouté que des soldats israéliens appuyés par des véhicules militaires étaient entrés dans le village prenant possession de six maisons pour les transformer en poste militaire.

<http://french.wafa.ps/body.asp?id=625>

Ville de Qabatya(au sud de la ville de Jénine)

15-02

Les forces 'occupation israélienne, soutenues par 10 chars et des jeeps militaires ont envahi, le village de Qabatya, et lancé une perquisition dans les maisons, en transformant quelques maisons en casernes militaires

Mojahd Smadi, âgé de 20 ans a été tué lors de ces affrontements entre ces forces et les jeunes hommes du village...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13678

Ramallah

13-02

Des soldats israéliens ont blessé au moins dix palestiniens pendant des affrontements dans le village de Beit Sera, à l'ouest de Ramallah.

Les affrontements ont éclaté lorsque des résidents manifestaient contre la construction du Mur et du déracinement des oliviers.

Les équipes médicales ont transféré quatre blessés à l'hôpital Zayed de Ramallah, les autres ont été traités dans une clinique locale.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13631

Autres endroits (ville ou village) en Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967

village de Bil'in

11-02

Les forces d'occupation ont attaqué une manifestation anti-Muraille blessant six palestiniens et arrêtant 14 autres....

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13544

Kalkilya.

13-02

Confrontation entre des dizaines de jeunes palestiniens et des soldats israéliens près de la bifurcation d'Azoun, à l'est de Kalkilya.

Les confrontations ont éclaté suite aux graffitis peintes sur la mosquée de Kalkilya, par les colons juifs extrémistes. : sept palestiniens ont été blessés.

Bande de Gaza

Qarara

13-02

Naifeh Abou Mussaid, 25 ans, une bergère palestinienne, qui se trouvait avec ses moutons près de la frontière a été tuée par des tirs provenant d'une position de l'armée israélienne à Kissoufim, un des points de passage entre la bande de Gaza et Israël, ont indiqué des sources médicales palestiniennes. (afp-IPC- 15h40)

Enlèvements

10-02

L'attaché militaire égyptien Houssam al Mousli a été enlevé.

Un groupe, baptisé Brigades des hommes libres, affirme dans un communiqué : "Nous ne le libérerons pas avant la libération de tous les prisonniers palestiniens détenus en Egypte sans exception et leur renvoi dans leurs familles sans conditions, dans un délai maximum de 48 heures" (Reuters)

11-02

Libération Houssam al Mousli (AP)

4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

2-1 Palestine :

Civils & résistants tués par les forces israéliennes ou les colons

: 4.287

Palestiniens blessés par les forces israéliennes ou les colons	: 45.691
Internationaux blessés minimal) (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 151 (chiffre tout a fait)
Arrêtés :	: 46.111
En prison :	: 9.300
Pacifistes en prison ou arrêtés ou blessés	: 90
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265
2-2 Occupants:	
Israéliens tués	: 1.078 (333 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 5.968 (237 militaires/policiers)
<i>Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)</i>	

Ces totaux sont obtenu par le recouplement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

13-02

797 enfants palestiniens, martyrs de l'Intifada Al Aqsa

Le **Centre** des Prisonniers palestiniens de Gaza a préparé un rapport sur les pratiques des Forces de l'occupation israélienne contre les enfants palestiniens dans les territoires palestiniens ...

Lire : http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13606

5 Médias

5-1 Les Oscars et le film "Paradise Now"

Israël à demandé aux organisateurs des Oscars de ne pas présenter un film comme venant de "Palestine" une entité qui n'existe pas en tant qu'Etat.

Si cette appellation figure encore sur le site internet de l'académie, un diplomate israélien a fait savoir qu'il s'attendait à la voir supprimée lors de la cérémonie, où le film devrait être présenté comme venant de l'"Autorité palestinienne". .

rappel : "Paradise Now", a été nommé dans la catégorie du meilleur film étranger, dont il est donné grand favori. La cérémonie des Oscars aura lieu le 5 mars et sera suivie par des millions de téléspectateurs.

Paradise Now est une coproduction combinant un réalisateur et des acteurs arabes israéliens, une équipe et des sites de tournage palestiniens, un producteur juif israélien et des financements privés européens.

La majeure partie des gros distributeurs israéliens ont boudé le film, des experts du secteur invoquant un manque d'intérêt du public du fait de sa présentation nuancée des kamikazes.(selon Reuters)

13-02

(Reuters) –

6 Les brèves

6-1 : La guerre psychologique israélienne contre les Arabes

Le quotidien israélien Ma'ariv a publié un article intitulé " la guerre psychologique israélienne contre les Arabes - arrêts et styles, article dans lequel il aborde les styles de guerre, employés de la part de l'armée israélienne.

Le quotidien a expliqué que les forces occupantes avait formé cette unité après avoir tout essayé en y attribuant tous les moyens matériels et humains.

Ma'ariv a souligné que les documents confidentiels de l'armée israélienne avaient identifié l'objectif de cette unité en tant qu'une tentative de conflits et des fissures dans la société palestinienne.

Le quotidien a dit que la nouvelle unité formée depuis un an, avait réussi à fermer le passage d'Erriz et du Rafah aussi en affichant sur des tableaux en gros titres que c'était fermé à cause du Hamas.

Ainsi, l'unité visait à distribuer des bulletins incitant contre un parti ou un autre en plus de vouloir créer une page électronique rassemblant les salutations des détenus palestiniens à leurs familles et des messages relatifs à la guerre psychologique.

Parmi les idées qu'avait retenu l'armée israélienne, l'idée de diffuser de fausses nouvelles fabriquées qui dénoncent les organismes terroristes, de manière à les écrire en arabe sur les murs des camps palestiniens.

Elle a aussi visait à copier les bulletins que diffusent les partis palestiniens relativement aux manifestations tout en modifiant de petits détails tel l'heure ou le jour, ceci a provoqué de graves dégâts.

Le quotidien a signalé aussi que le fusionnement entre les styles de la guerre psychologique était un des styles employés, comme la provocation du bruit où un groupe de soldats tire et crie en même temps pour effrayer la population et attirer leur attention tout en revenant à ce qui s'était déroulé lors de l'assise de l'église de Bethléem et celui d'Yasser Arafat.

Ma'ariv a ajouté que les bombes aériens étaient un des styles employés dans cette guerre dans la bande de Gaza à cause de grand effet qu'elles avaient sur la population, disant que la force de l'explosion produite par ces raids serait soumise à des analyses pour qualifier les dégâts qui pourrait toucher les citoyens selon cette force.

SOURCE : IPC+agences..

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13640

6-2 Le Parlement palestinien sortant vote des mesures rejetées par le Hamas

Le Conseil législatif palestinien (CLP) sortant, a approuvé un décret du leader palestinien Mahmoud Abbas portant sur la création d'une Cour constitutionnelle dont il nommera le président et les juges. Cette cour sera appelée à trancher tout litige entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

(Cette cour sera appelée à trancher tout litige entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.)

Les députés ont également approuvé la nomination d'un membre du Fatah, Mahmoud Abou Al-Rob, comme chef de l'Organisme de contrôle administratif et financier.

Ils ont aussi voté la création d'un poste de "secrétaire général" du CLP et y ont nommé un membre du Fatah, Ibrahim Khreisheh.

Les députés ont en outre approuvé par vote un décret de M. Abbas considérant les nouveaux membres du CLP comme étant également membres du Conseil national palestinien (CNP), l'assemblée en exil de l'Organisation de libération la Palestine (OLP).

Le Hamas, auquel appartiennent 74 des 132 députés du nouveau parlement, ne fait pas partie de l'OLP.

Le nouveau CLP tiendra sa séance inaugurale le 18 février.

Réactions du Hamas:

"Cette séance est anticonstitutionnelle et nous n'allons pas tenir compte des mesures qui ont été votées car elles sont contraires à la loi fondamentale", a affirmé le porte-parole du Hamas pour la Cisjordanie, Farhat Asaad.

Le député Abdel Aziz Douaïk, : cette nouvelle loi "remets toute l'autorité entre les mains du président". "C'est une sorte de coup d'Etat sans effusion de sang",

Le député Fadel Saleh, a dénoncé la séance et les mesures votées comme "immorales et illégales car le mandat des députés sortant s'est achevé". "Le prochain parlement sera souverain et examinera ces mesures", a-t-il ajouté.

Nb : Le Hamas devra réunir une majorité des deux tiers, soit 88 des 132 sièges, pour modifier ces décisions

(Le Hamas contrôle 74 sièges mais dispose du soutien de plusieurs indépendants au nouveau Conseil)

(afp- AP-13h37)

Car comme le soulignait a-t-il ajouté.

AP

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

7-1 Point de vue de Edward C. Corrigan : La déformation sioniste de l'histoire

Dans un article "Munich , le travestissement", publié dans le Washington Post le 13 Janvier 2006, Charles Krauthammer, sioniste bien connu et éditorialiste régulier du Post, attaque le film de Spielberg au motif qu'il donne des aperçus du point de vue palestinien. Krauthammer et d'autres critiques du film de Spielberg ne cessent de répéter une mythologie sioniste discréditée, de déformer l'histoire, d'ignorer les faits gênants et de cacher le terrorisme sioniste, les massacres, le vol de la terre et le nettoyage ethnique qui se sont produits avec la création de "l'état juif" en 1948.

Au lieu de cela, Krauthammer et d'autres sionistes, attaquent les Palestiniens pour avoir kidnappé des athlètes israéliens au cours des jeux olympiques de Munich en 1972. Ces sionistes passent sous silence le fait qu'Israël avaient assassiné bien d'autres leaders palestiniens avant le si célèbre incident de Munich. Ils passent aussi sous silence le contexte historique du conflit.

La Déclaration Balfour qui appelait à la "création d'un foyer national juif en Palestine" est citée par les sionistes comme base légitime de la création de "l'état juif". Cette déclaration émanait de la Grande-Bretagne, une puissance étrangère, qui n'avait en rien le droit de faire don de la terre de quelqu'un d'autre. Elle contient aussi la phrase: "étant bien entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives qui vivent en Palestine..." Cette seconde promesse est ignorée par les sionistes alors qu'ils considèrent la première comme légitime.

Tout aussi ignoré des sionistes à propos de la Déclaration Balfour, le fait que Sir Edwin Montagu, seul membre juif du gouvernement de Lloyd George au moment de la déclaration en 1917, était fermement opposé à la création d'un état juif. Montagu a attaqué la Déclaration Balfour et le sionisme car il pensait qu'ils étaient antisémites. Cet argument reposait sur le fait qu'à la fois le sionisme et l'antisémitisme étaient basés sur le postulat que juifs et non juifs ne pouvaient pas coexister.

Montagu redoutait aussi qu'un "état juif" mette en péril la sécurité des juifs dans les autres pays. L'opposition de Sir Edwin au sionisme était soutenue à l'époque par les corps les plus représentatifs des juifs anglais.

Les accords de la Société des Nations sur le Mandat en Palestine présentaient aussi des garanties pour la protection des Palestiniens et demandait le transfert de pouvoir à la fin du Mandat au gouvernement de toute la Palestine. L'Article 22 de la Convention de la Société des Nations caractérisait ces garanties comme "une confiance sacrée de civilisation".

Ignoré également des sionistes, le fait que les juifs européens pourraient n'avoir aucun lien historique avec l'ancien Israël ou la Palestine. Au 8ème siècle, il y eut une conversion de masse des Khazars au judaïsme, dont, selon des personnes faisant autorité, la majorité des juifs européens sont les descendants. Arthur Koestler a écrit sur cette conversion dans son livre "La treizième tribu." L'atlas de l'histoire juive de Martin Gilbert présente à la page 25 une carte du "royaume juif des Khazars". Selon la carte de Gilbert, le royaume juif khazar fait environ la taille de l'Ukraine actuelle. Voir aussi l'Histoire des juifs khazars par D.M Dunlop. Il y a de nombreuses autres sources sur la conversion des Khazars européens au judaïsme. Ceci est un sujet de discussion interdit pour les sionistes. Si vous faites allusion à ce fait historique, vous êtes accusé d'antisémitisme.

Erich Fromm, l'éminent érudit juif, a déclaré que les Arabes d'Israël avaient un droit bien plus légitime sur la Palestine que les juifs. Fromm a écrit: " les prétentions des juifs sur la terre d'Israël ne peuvent pas être considérées comme réalistes politiquement. Si toutes les nations se mettaient brusquement à réclamer les territoires sur lesquels leurs ancêtres ont vécu il y a deux mille ans, ce monde serait un asile d'aliénés".

Un autre fait ignoré par les sionistes est que l'Empire romain n'a pas chassé tous les juifs de Palestine. Beaucoup de juifs sont restés et se sont convertis plus tard au Christianisme et ensuite à l'Islam. Beaucoup des habitants originels d'avant la création de l'ancien Israël, les Philistins et les Cananéens, et après la chute de l'ancien Israël et de la Judée, sont restés en Palestine. Les descendants directs de ces habitants sont les véritables propriétaires de la terre. De plus, ils détenaient les titres légaux de propriété jusqu'à ce qu'ils leur soient volés par les sionistes sous divers prétextes légaux.

Ce vol était basé sur la proclamation douteuse que les colons juifs européens avaient un droit sur la Palestine à cause d'une présence présumée il y a 2000 ans. Puisque Herzl et les premiers sionistes étaient athées et rejetaient une définition religieuse du "caractère juif" et voulaient normaliser l'existence de peuple juif sur la base du nationalisme et de la race, les exigences basés sur "des promesses bibliques" sonnent un peu creux.

La plus grande partie du monde, y compris l'Occident laïque, rejette les prétentions bibliques de "propriété juive" sur la terre de Palestine. Des prétentions bibliques ne nieraient pas les droits des habitants autochtones ni ne rendraient nuls les titres légaux de propriété. Les prétentions sionistes sont basées sur une mythologie égoïste et l'illégalité.

Les Nations-Unies non plus n'ont pas approuvé le concept d'un "état juif". La Résolution 181 de l'Assemblée Générale des Nations-Unies a été approuvée le 29 Novembre 1947 par un vote de 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions. Ce vote a été dominé par les Européens puisque les pays du Tiers-Monde n'étaient pas membres des Nations-Unies mais gouvernés comme des colonies. La résolution demandait le partage de la Palestine en deux états. L'un d'eux avait une faible population juive et une très large majorité arabe palestinienne. L'autre état n'était pas démographiquement un "état juif".

La répartition de la population pour "l'état juif" était de 509 780 Arabes et de 499 020 juifs. Ces chiffres proviennent du rapport du sous-comité 2 au Comité Ad Hoc sur la question palestinienne, document des Nations-Unies A/AC 14/32, 11 Novembre 1947. L "état juif" avait une majorité arabe. C'était dans les faits un état multi-ethnique et multi-religieux. La résolution des Nations-Unies n'autorisait pas le nettoyage ethnique ou le "transfert" des Palestiniens. Le taux de natalité des arabes était aussi beaucoup plus élevé que celui des juifs européens.

Les sionistes ont réglé ce problème démographique en massacrant les Palestiniens et en procédant au nettoyage ethnique. Les sionistes ont ensuite volé les terres palestiniennes en violation des résolutions des Nations-Unies, par exemple, la 194 (III). Ces mêmes résolutions sont celles dont les

sionistes se réclament pour légitimer leur état. Il s'agit d'une amnésie sélective poussée à l'extrême sur les résolutions des Nations-Unies.

L'expulsion des Palestiniens est le "Péché Originel" d'Israël, celui que les sionistes veulent ignorer. Pourtant, Tony Kuhshner, un auteur dramatique connu juif américain et coauteur du scénario de "Munich" reconnaît au moins le côté palestinien dans le film de Spielberg. Les "nouveaux historiens" d'Israël, Simha Flapan, Benjamin Beit-Hallahmi, Benny Morris, Ilan Pape, et d'autres, ont tous documenté, à partir de sources et d'archives israéliennes, le nettoyage ethnique des Palestiniens.

Les Nations-Unies et la communauté internationale n'ont jamais reconnu la "nationalité juive" comme un concept légal. Sur cette question voir l'article de Thomas Mallison dans 32 Geo. Wash. L. Rev. 983 (1964). Cet article est toujours le travail de référence sur cette question.

Le Ministère des Affaires Etrangères des Etats-Unis a aussi rejeté le concept de nationalité du "peuple juif". Dans une lettre au rabbin Elmer Berger (alors chef du Conseil américain anti-sioniste pour le judaïsme), le Secrétaire adjoint Philips Talbot a confirmé que (le département d'état) "ne reconnaît pas de relation légale-politique basée sur une identification religieuse des citoyens américains. Il ne procède à aucune discrimination entre les citoyens américains sur la base de la religion. En conséquence, il doit être clair que le Ministère des Affaires Etrangères ne considère pas le concept de "peuple juif" comme un concept de loi internationale."

En ayant une vision précise des faits historiques et des concepts légaux impliqués, on se doit de conclure que les Palestiniens ont un des arguments exceptionnellement décisifs en leur faveur et que l'argumentaire des sionistes est sans fondement. La persécution des juifs en Europe ne peut rationnellement être utilisée pour justifier la persécution d'un autre peuple et la création d'un foyer au Moyen-orient pour des juifs européens qui ont souffert de ce qu'ils ont eu à subir de la part d'autres européens.

La position sioniste sur la Palestine est originellement basée sur un mythe, des distorsions de l'histoire, la propagande et la suppression de la vérité. Le sionisme en tant qu'idéologie politique ségrégationniste est aussi une philosophie très dangereuse. C'est une idéologie qui a procédé au nettoyage ethnique de plus de 700 000 Palestiniens en 1948, occupé et envahi le reste de la Palestine en 1967 et qui continue à occuper illégalement la terre palestinienne aujourd'hui.

Le sionisme a eu aussi de graves répercussions sur la situation de la communauté arabe juive. Sur un plan religieux, le sionisme rencontre de farouches oppositions de la part de juifs orthodoxes, comme ceux de Neturei Karta et des groupes Satmar. Beaucoup d'autres juifs s'opposent au sionisme sur la base qu'un "état juif" ségrégationniste est raciste.

Le sionisme menace maintenant l'existence même du peuple palestinien. Baruch Kimmerling, un universitaire juif réputé, appelle cela un "politicide". Il définit le "politicide" comme "un crime contre l'humanité qui est très proche dans sa gravité du génocide." Le sionisme politique et la campagne pour déposséder les Palestiniens de leur terre natale menacent aussi de détruire les juifs en tant que peuple moral et de détruire la mission religieuse juive d'être "une lumière pour toutes les autres nations."

Edward C. Corrigan

Alternative Press Review, Jan 17, 2006.

Edward C. Corrigan est avocat. Il vit au Canada et il est spécialiste du droit des réfugiés et de l'immigration.

Traduit de l'anglais par D.M pour Palestine en Marche.

<http://www.altpr.org/weblog/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=582>

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Adriana Evangelizt : [Kofi Annan très préoccupé par l'escalade...](#)

Se déclarant préoccupé par « les assassinats ciblés » menés par Israël ces derniers jours en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ainsi que par « les tirs de roquettes répétés » lancés contre Israël, le Secrétaire général a appelé toutes les parties à éviter l'escalade.

« Tout en reconnaissant le droit d'Israël de défendre ses citoyens, le Secrétaire général estime que les assassinats ciblés font courir un risque grave aux passants innocents et équivalent à des exécutions sommaires », indique un <<http://www.un.org/News/frpress/docs/2006/SGSM10341.doc.htm>> message transmis aujourd'hui par son porte-parole.

« Le Secrétaire général a également pris note avec préoccupation des tirs de roquette répétés, lancés contre Israël à partir de la bande de Gaza », ajoute le message.

Kofi Annan souligne à l'intention de toutes les parties « la nécessité de respecter le droit international humanitaire et de s'abstenir d'actions qui pourraient conduire à une escalade de la violence »

New York, Feb 7 2006 5:00PM.

source: LES ASSASSINATS CIBLES

Analyse de Adriana Evangelizt : Alors voilà le genre de discours du secrétaire de l'ONU... il se déclare **préoccupé** par les attentats ciblés menés par Israël. La belle affaire ! Est-ce que d'être préoccupé va régler le problème ? Point du tout. A quoi sert l'ONU ? On le redemande. La réponse est simple. L'ONU a été créé par les idéologues sionistes pour y admettre Israël et le régime barbaresque de ses dirigeants. L'ONU est comme Washington, complètement infiltrée, pieds et poings liés, phagocités par les élites dévoyées étatsuniennes et compagnie. Voilà plus d'un siècle que la plaisanterie de l'ONU dure, il est plus que temps de créer une véritable organisation qui se battrait vraiment pour défendre les peuples opprimés. Alors Kofi Annan peut tranquillement être préoccupé et Israël continuer de tuer en toute tranquillité, l'Aipac et toutes les organisations sionistes tirent les ficelles à Washington pour qu'il n'y ait jamais de Palestine. Ca, c'est une vérité qu'il ne faut pas perdre de vue. Tant que des organismes comme ça continueront d'exister, la Palestine ne verra jamais le jour. Le pire étant que nous sommes à deux pas de la troisième guerre mondiale à cause de ce petit détail. Après l'Irak ça va être le tour de l'Iran, or là, ça ne va pas exactement se passer comme ils le croient tous. Mais ce n'est pas ceux qui sont planqués à Washington et qui attisent la guerre qui recevront les obus sur la tronche, non... ce seront les peuples palestiniens et israéliens. Et ceux qui sont autour...

9 Annexes

9-1 9300 prisonniers palestiniens et arabes dans les prisons israéliennes

(Ils étaient 8200 au mois de février 2005)

Rapport du ministère palestinien aux affaires des prisonniers et libérés

Mois de février 2006

Par le département des statistiques

Depuis le début de l'occupation israélienne en 1967 des territoires de Cisjordanie et de la bande de Gaza, jusqu'à aujourd'hui, les autorités de l'occupation ont arrêté plus de 650.000 Palestiniens, soit près de 20% de la population de ces territoires.

Plus de 40.000 Palestiniens ont été arrêtés au cours de l'Intifada al-Aqsa.

Nombre de prisonniers actuels

9300 prisonniers palestiniens et arabes sont détenus dans les prisons et les centres de détention d'Israël.

- Ces prisonniers sont répartis dans 28 prisons, centres de détention et d'arrestation.

Les autorités de l'occupation ont poursuivi sans relâche les campagnes d'arrestations bien que la partie palestinienne observe toujours la trêve depuis le mois de février 2005. L'occupant a même accentué sa répression et les arrestations, au cours des raids militaires sur les villes, les camps et les villages palestiniens, utilisant les mitraillettes, mais aussi les chars, les jeeps, et parfois, les hélicoptères apachis. Le nombre des détenus est en constante progression, leur situation empire de

jour en jour et les souffrances de leurs familles se poursuivent. Il faut noter que l'intérêt général du peuple palestinien et ses forces politiques par le processus démocratique et les élections législatives qui ont eu lieu le mois dernier a été l'occasion pour les forces israéliennes d'intensifier leur campagne d'arrestations. Au mois de janvier 2006, elles ont arrêté 300 Palestiniens, parmi eux des dizaines de candidats et de militants, au cours des campagnes électorales, afin d'empêcher la bonne marche du processus démocratique palestinien.

M. Ferwana, directeur du département des statistiques, a déclaré que ces campagnes d'arrestations se sont déroulées pendant que des milliers de prisonniers sont encore détenus dans des conditions épouvantables dans les prisons et centres de détention israéliens.

Au cours du mois dernier, les centres de l'occupation ont ouvert de nouvelles sections dans plusieurs prisons, comme celles de Ofer, Shatta, Nafha, afin de pouvoir enfermer encore plus de détenus, et pour instaurer un état d'instabilité et de tension permanentes chez les prisonniers. Pour les autorités sionistes, il s'agit d'ouvrir ou de fermer des sections dans plusieurs prisons, de déplacer les prisonniers d'un lieu à l'autre, en permanence, pour les empêcher de s'organiser ou même de s'habituer quelque peu à leurs camarades et à leur lieu de détention.

C'est pourquoi, a ajouté M. Ferwana, il faut intensifier nos campagnes de dénonciation de l'occupation, mener une large campagne pour exiger la libération de tous les prisonniers, en expliquant leur situation. Il faut faire pression sur le gouvernement de l'occupation pour l'obliger à appliquer les conventions internationales et les droits de l'homme.

M. Ferwana a adressé un appel à la Croix Rouge Internationale, lui demandant d'envoyer des délégués pour rencontrer les prisonniers, et un appel aux représentants des Etats signataires de la quatrième convention de Genève, qui devraient obliger Israël à respecter cette convention et les droits des prisonniers de façon plus générale.

Le nombre de prisonniers

560 prisonniers sont ceux qui ont été arrêtés avant l'Intifada al-Aqsa, et qui sont toujours en prison. Ils représentent 6% de l'ensemble des prisonniers. Certains sont arrêtés avant même les accords d'Oslo, soit avant l'instauration de l'Autorité palestinienne. Ce sont les anciens prisonniers qui sont au nombre de 369. Ceux qui ont été arrêtés après les accords d'Oslo et avant l'Intifada sont au nombre de 191 prisonniers.

Répartition géographique des prisonniers avant l'Intifada al-Aqsa

Provinces du nord (Cisjordanie)	282	50,4%
Provinces du sud (Gaza)	167	29,8%
Quds et Palestine 48 et autres	111	19,8%
Total	560	100%

Les 369 prisonniers détenus avant les accords d'Oslo représentent 4% de l'ensemble des prisonniers

Provinces du nord	148	40,1%
Provinces du sud	145	39,3%
Quds, Palestine 48 et autres	76	20,6%
Total	369	100%

191 détenus furent arrêtés après les accords d'Oslo et avant l'Intifada al-Aqsa, ils représentent 2% de l'ensemble des prisonniers.

Total des prisonniers toujours détenus

Région	Nombre	pourcentage
Provinces du Nord	8110	87,2%
Provinces du Sud	670	7,2%
Quds, Palestine 48 et autres	520	5,6%
Total	9300	100%

Situation familiale des prisonniers		
Célibataires	6806	71,2%
Mariés	2494	28,8%
Total	9300	100%

Les prisonnières

Depuis 1967, les forces de l'occupation ont arrêté près de 10.000 femmes, dont 500 pendant l'Intifada actuelle. Elles ont été détenues dans des conditions inhumaines et ont subi des interrogatoires humiliants.

Les femmes palestiniennes ont été réprimées, torturées, et ont subi toutes sortes de pressions psychologiques. Elles sont exposées à des conditions, des comportements inhumains, sont enfermées dans des lieux inappropriés. La police de la prison et les geôlières les provoquent sans cesse, les insultent et les agressent. Les femmes subissent les fouilles à nues humiliantes, lors de leur passage au tribunal ou de leur transfert d'une section à l'autre.

Parmi les femmes, il y a des mères de familles privées de leurs enfants, il y a également les étudiantes privées de leurs études et de la chaleur de leur foyer, il y a les femmes malades à cause de la négligence médicale. Mais la femme palestinienne poursuit sa résistance, sa foi dans la justesse de sa cause reste inébranlable. Les différents témoignages des femmes détenues ou qui ont été détenues et libérées demeurent des témoignages de leur lutte incessante pour leurs droits en tant que palestiniennes.

Les forces de l'occupation ont arrêté près de 500 femmes au cours de l'Intifada al-Aqsa.

117 prisonnières sont toujours en prison, soit 1,2% de l'ensemble des prisonniers.

107 prisonnières sont des provinces du nord,

6 sont de la région d'al-Quds

4 des provinces du Sud.

5 prisonnières sont mineures.

18 femmes ont été arrêtées en 2005.

Nature de la condamnation

Condamnées	60	51,3%
Arrêtées	51	43,6%
Administratif	6	5,1%
Total	117	100%

Les enfants détenus dans les prisons israéliennes

Le gouvernement de l'occupation israélienne emprisonne les enfants palestiniens et les détient dans des prisons et centres de détention, comme les autres détenus palestiniens, dans des conditions désastreuses et en violation de toutes les conventions internationales. Depuis le début de l'Intifada al-Aqsa, les lois israéliennes autorisent les arrestations d'enfants, souvent pris lors de rafles. Les enfants sont interrogés par des membres des services de renseignements, sont torturés, sont menacés et ils ne sont pas soignés quand ils souffrent de diverses maladies. Ils manquent de nourriture, ils sont taxés d'amendes. Les conditions de leur détention sont inhumaines. Leur avenir est menacé parce qu'ils sont privés de poursuivre leurs études.

M. Salah Nazzal, directeur du département de l'enfance et de la jeunesse, au Ministère palestinien aux affaires des prisonniers, explique que les autorités de l'occupation ont fait des prisons des lieux pour tuer l'âme des enfants, les condamnations sont prononcées pour briser leur avenir et certains enfants ont été condamnés à la prison à vie.

Nazzal ajoute que le gouvernement de l'occupation ne tient pas compte de leur jeune âge lorsqu'ils sont arrêtés et détenus, ni même lorsqu'il prononce les condamnations. Leur enfance est brisée par l'occupation et ses mesures répressives. Les autorités de l'occupation bafouent toutes les conventions internationales relatives à la protection de l'enfance. Il est nécessaire pour toutes les institutions internationales de se mobiliser pour faire libérer les enfants palestiniens des prisons israéliennes.

Les enfants prisonniers

Plus de 4000 enfants ont été arrêtés depuis le début de l'Intifada al-Aqsa (28 septembre 2000).

319 enfants sont toujours en prison, soit 3,4% de l'ensemble des prisonniers.

13 sont de la région d'al-Quds

5 enfants sont de la bande de Gaza

301 enfants sont de la Cisjordanie, dont 76 de Nablus, 73 de Ramallah et 27 de la région d'al-Khalil.

207 enfants ont été arrêtés au cours de l'année 2005 et 7 enfants ont été arrêtés au cours des premiers mois de 2006.

314 enfants sont de sexe masculin et 5 de sexe féminin.

70 enfants, soit 21,9% sont malades et souffrent de diverses maladies, dont chroniques. Ils sont privés de soins.

99% des enfants arrêtés ont subi des coups et la torture, notamment l'enfermement de la tête dans des sacs puants et le shabeh.

164 enfants sont détenus dans la prison de Telmond (prison centrale), 53 à Ofer (prison militaire, tentes), 27 à Meggiddo (prison militaire, tentes) et 18 dans la prison du Naqab, les autres étant répartis dans les autres prisons, comme Asharon, Jamale, Atzion, Moskobiya et autres.

470 détenus étaient des enfants lorsqu'ils ont été arrêtés, et sont toujours détenus.

Nature des condamnations

Condamnés	148	soit 46,4%
Arrêtés	160	soit 50,2%
Administratif	= 11	soit 3,4%
Total	319	100%

Prisonniers : répartition selon les condamnations

Durée	Nombre	Pourcentage
1 mois- moins de 10 ans	2744	61,4%
de 10 à moins de 15 ans	436	9,8%
de 15 à moins de 50 ans	695	15,6%
50 ans et plus	587	13,2%
Total	4462	100%

Répartition des prisonniers selon la nature des condamnations

Condamnés	4462	48%
Administratif	820	8,8%
Arrêtés	4018	43,2%

Répartition des prisonniers selon la durée de leur détention

Plus de 25 ans de prison	7
Plus de 20 ans et moins de 25	28
Plus de 15 ans et moins de 20	128
Plus de 10 ans et moins de 15 ans	253

Total de ceux qui ont passé plus de 10 ans : 416 prisonniers

Les anciens prisonniers

Ils sont ceux qui ont été arrêtés avant l'instauration de l'Autorité nationale palestinienne en 1994. Ils sont toujours détenus et sont au nombre de 369 détenus. Leurs conditions de détention sont très pénibles, partagent le sort des autres détenus sur ce plan, mais ils sont généralement plus âgés, et aucune considération n'est faite pour leur âge. Ils souffrent de diverses maladies. La direction des prisons cherche constamment à les provoquer et à les empêcher de ressentir une quelconque stabilité. Leurs cellules sont fouillées en pleine nuit, ils sont constamment transférés d'une prison ou d'une section à l'autre. Ils sont constamment mis en isolement individuel, et pour de longues périodes, afin

de briser leur volonté et leur détermination. Ils sont souvent privés de visites familiales, pour les mêmes raisons, et sont taxés d'amendes, pour les motifs les plus futiles.

Parmi les prisonniers anciens, 7 ont passé plus de 25 ans en prison, il s'agit de :

Saïd Wajih Saïd Atabeh, Na'el Saleh Abdallah Barghouty, Fakhri Asouf Abdallah Barghouty, Samir Sami Ali Qintar, Akram Abdel Aziz Saïd Mansour, Muhammad Ibrahim Mahmoud Abu Ali (élu député du Fateh lors des récentes élections législatives), Fouad Qasem Arafat Razzam.

Commentant l'élection de 15 prisonniers au conseil législatif palestinien, M. Ferwana a dit : que l'intérêt de la question des prisonniers est évident pour le peuple palestinien, qui s'est mobilisé pour leur libération.

Mais cela reste insuffisant. Dans le passé, nous avons deux députés prisonniers, Marwan Barghouty et Hussam Khadr, et à notre grand regret, nous n'avons pas réussi, malgré nos campagnes, en tant que gouvernement, forces et institutions à protéger leurs droits et leur immunité parlementaire. Aujourd'hui, nous avons 15 députés prisonniers, il s'agit d'un nombre important, qui exige des efforts sérieux de la part du nouveau gouvernement, des députés, et de l'ensemble des institutions pour faire en sorte qu'ils soient libérés. Les efforts doivent être déployés pour faire libérer les anciens détenus, ceux qui sont depuis près d'un quart de siècle détenus dans les prisons israéliennes. Le nouveau gouvernement doit pouvoir exiger que tout processus de paix soit accompagné de la libération des prisonniers, selon un agenda bien précis. En un an de trêve, nous n'avons pu libérer aucun de nos prisonniers, mais au contraire, les arrestations se sont poursuivies et le nombre des prisonniers est en constante augmentation.

Les prisonniers malades

Près de 140 prisonniers, détenus avant l'Intifada al-Aqsa, sont atteints de maladies diverses et graves. Plus de 1200 prisonniers souffrent de plusieurs maladies, parfois chroniques. Certains détenus sont blessés et l'ont été lors de leurs arrestations. Ils n'ont pas été soignés et leur vie est en danger. Tous les centres de détention sont dépourvus de vrais centres de soins. Des dizaines de prisonniers attendent de pouvoir être opérés. De plus, l'état de santé du prisonnier est souvent un motif pour exercer des pressions et des chantages sur le prisonnier au cours des interrogatoires.

La torture dans les prisons et centres israéliens de détention

Les autorités de l'occupation continuent à exercer la torture sur les prisonniers palestiniens, pratique qu'elles ont autorisée et légalisée. Les autorités israéliennes ont justifié la légalisation de la torture lors des interrogatoires.

La torture et la terreur contre le prisonnier commencent dès son arrestation. Le Palestinien est traîné, battu, ligoté par des fils en plastique. Il a les yeux bandés, il est tiré pour être jeté dans une jeep. Souvent, il est battu féroce à partir du moment où il est mis dans la voiture militaire, et les coups durent tout le long du trajet. Lorsqu'il arrive au centre de détention ou d'arrestation, il est souvent dans un état épouvantable, souvent avec des membres cassés et des profondes blessures. Les arrestations sont opérées sur les barrages, lors des raids en plein jour dans la ville ou le camp. Les personnes arrêtées sont souvent kidnappées devant les universités ou les écoles, sinon dans la rue.

La torture systématique est souvent menée lors des interrogatoires, dans les centres d'interrogatoire. Il s'agit d'arracher des aveux. Des méthodes de torture interdites sur le plan international sont pratiquées sur les prisonniers palestiniens.

Les martyrs du mouvement national des prisonniers

Selon le département des statistiques du ministère palestinien, 181 prisonniers sont décédés des suites de la torture, des exécutions immédiatement après les arrestations, de la négligence médicale. Le dernier décès fut celui du prisonnier martyr Jawad Adel Abu Mghayseb, 18 ans, qui était détenu dans la prison du Naqab, à cause de la négligence médicale. Le martyr Abu Mghayseb est de Deir al-Balah, dans la bande de Gaza. Il a été arrêté le 21 décembre 2002. Il était né en 1987. Lorsqu'il avait été arrêté, il avait 15 ans. Il était condamné à 33 mois de prison. Il est décédé le 28 juillet 2005.

Cause du décès	Nombre	Pourcentage
Torture	70 martyrs	38,7%
Négligence médicale	40 martyrs	22,1%
Exécution	71 martyrs	39,2%
Total	181 martyrs	100%

Rappelons que des centaines de prisonniers sont décédés après leur libération, quelques jours ou quelques mois, à cause des années de détention et des séquelles de la torture, ainsi que de la négligence médicale.

Pour plus de renseignements, vous pouvez contacter
Abdel Naser Ferwana, directeur du département des statistiques
aferwana@gawab.com

Traduit par Centre d'Information sur la Résistance en Palestine